

Élections européennes 2024 : Engagement des partis politiques pour un commerce équitable et durable

Considérées comme le plus grand vote transnational au monde, les élections du Parlement européen du 6 au 9 juin prochain auront lieu dans un contexte de crise inflationniste, de dérèglement climatique et d'instabilité géopolitique. L'Union européenne, en tant qu'acteur majeur de la gouvernance mondiale du commerce de par son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, devra répondre à de nombreux enjeux dans ce secteur, tels que les droits humains et environnementaux, les inégalités sociales, la pauvreté systémique ou encore le développement durable.

Un engagement pour un commerce équitable et durable

Dans ce contexte électoral difficile et incertain, l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg a lancé un appel intitulé « **Engagement pour un commerce équitable** », aux candidats et candidates têtes de liste des groupes politiques luxembourgeois. Cet appel comporte 3 revendications à prendre en compte pour garantir plus d'équité dans le commerce mondial. En signant cet appel, les têtes de liste des groupes politiques respectifs s'engagent publiquement pour plus d'équité et de durabilité dans la politique européenne. 9 groupes politiques ont signé cet appel « **Engagement pour un commerce équitable** ». Il s'agit de Déi Gréng, DP, Piraten, Déi Lénk, KPL-d'Kommunisten, LSAP, Zesummen-d'Bréck, CSV et Fokus.

3 revendications pour davantage d'équité et de durabilité dans la politique européenne

Les 3 revendications susmentionnées émises par l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg aux candidats et candidates têtes de liste des groupes politiques luxembourgeois comprennent l'engagement pour des revenus vitaux, des salaires vitaux ainsi que des pratiques d'achat équitables dans le monde ; la promotion du commerce équitable et des modèles économiques pour le bien commun ; le renforcement de manière contraignante de critères sociaux et écologiques minimaux dans les marchés publics.

Concernant la première revendication, il convient de noter que les revenus et les salaires vitaux sont un droit humain. Pour atteindre des revenus et des salaires vitaux, l'Union européenne devra mettre en place une stratégie approfondie, comme par exemple l'évaluation de l'UE au niveau de ses politiques - telles que les accords commerciaux ou les directives - afin de déterminer dans quelle mesure elles contribuent ou s'opposent à la création d'un revenu vital dans la région ou le secteur concerné dans le Sud global.

Par rapport à la promotion d'un commerce équitable et des modèles économiques pour le bien commun, l'accès au marché devra être facilité pour le commerce équitable et les modèles économiques pour le bien commun, par exemple par une réduction des droits de douane, et les désavantages concurrentiels en termes de prix devront être compensés. En effet, à l'heure actuelle, ce sont surtout les modèles économiques fondés sur l'exploitation, qui externalisent une grande partie de leurs coûts et les répercutent sur la communauté, qui bénéficient d'avantages concurrentiels en termes de prix, tandis que les entreprises et les modes de production durables sur le plan environnemental et social souffrent en conséquence de désavantages concurrentiels. Il est donc crucial de faire évoluer ce système, qui, pour l'heure, n'est pas durable.

Quant au renforcement de manière contraignante de critères sociaux et écologiques minimaux dans les marchés publics, en adoptant systématiquement une politique d'achat public durable, les pouvoirs publics apporteront une contribution importante à la transformation socio-écologique qui s'impose de toute urgence. Les marchés publics doivent donc être utilisés comme un instrument stratégique pour atteindre les objectifs de durabilité.

Le commerce équitable contribue à un avenir durable

Face à l'ensemble des défis susmentionnés, le Mouvement Fairtrade soutient les producteurs et travailleurs en ces temps de crises. Grâce à des prix minimums stables, à la prime Fairtrade, à des formations et à des programmes de prévention et sa politique concernant le droit de vigilance en matière droits humains, le Mouvement Fairtrade rend les producteurs plus résilients face aux différentes crises mondiales. Le Mouvement Fairtrade s'engage en outre pour des salaires et des revenus vitaux, agit sur les réglementations légales qui encouragent la durabilité (à l'instar de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et le règlement européen sur la déforestation) et donne aux producteurs les moyens de produire leurs biens en conformité avec ces législations.

Le commerce équitable offre donc des solutions durables, mais il a également besoin du soutien de la sphère politique. Après un début d'année historique marqué par l'adoption de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) par les États membres de l'Union européenne - qui, malgré des changements de dernière minute, constitue une avancée significative dans la protection des droits humains et de l'environnement contre les dommages causés par les entreprises – les États membres de l'Union européenne devront relever le défi de passer d'une législation ambitieuse à sa mise en œuvre effective.

De plus, au cours de la législature 2024-2029, le futur Parlement européen devra s'engager pour une transformation sociale et écologique mondiale équitable. De nouveaux cadres juridiques de l'UE de portée mondiale devront être mis en œuvre de manière efficace, en tenant compte des besoins des millions de petits producteurs et de travailleurs du Sud global, qui sont particulièrement touchés par les crises actuelles et dont les moyens de subsistance sont plus que jamais menacés.